

GLOSSAIRE

A - B

Accès à l'information	Droit donné par le Code du travail à l'expert-comptable de consulter les mêmes documents que le commissaire aux comptes, et au comité d'entreprise d'accéder aux informations détenues par les administrations et les organismes économiques et sociaux.
Acte pour le Marché Unique	Ensemble d'actions que la Commission européenne souhaite mettre en œuvre d'ici 2012 pour relancer une croissance forte, durable et équitable ; remettre les Européens au cœur du Marché unique ; et aboutir à une meilleure gouvernance et à plus de dialogue dans le Marché unique.
Administrateur judiciaire	Mandataire désigné par le tribunal pour assister les dirigeants d'une entreprise en difficulté, à bâtir un plan de sauvegarde ou de redressement, voire à céder tout ou partie de l'entreprise dans le cadre d'un plan de cession.
Agenda social	Calendrier du dialogue social
ANACT	Association Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail : http://www.anact.fr/
Antenne emploi	Cellule de reclassement des salariés dans le cadre d'un plan social
Attributions économiques du CE	Compétences données par la loi au CE sur l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise
Autorité de la concurrence	Autorité administrative indépendante chargée d'appliquer le droit de la concurrence : http://www.autoritedelaconcurrence.fr/user/index.php
Avocat	Professionnel du droit dont la fonction est de conseiller ses clients sur des questions juridiques et de les représenter et défendre en justice
Bassin d'emploi	Espace géographique présentant une cohésion en matière d'infrastructures, de marché du travail et de mouvements économiques.
Branche professionnelle	Regroupement des entreprises d'un même secteur d'activité et relevant d'un accord ou d'une convention collective

C

CDD	Contrat de travail à durée déterminée
CDI	Contrat de travail à durée indéterminée
CE	Comité d'entreprise
CEE	Comité d'entreprise européen
Centres de services partagés	Mutualisation de services au sein d'un groupe qui rassemble en une seule filiale, des fonctions (comptabilité, paye etc) présentes auparavant dans plusieurs filiales
CES	Confédération Européenne des Syndicats : http://www.etuc.org/fr
CFDT	Confédération Française Démocratique du Travail : http://www.cfdt.fr/
CGT	Confédération Générale du Travail : http://www.cgt.fr/
CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
Code du Travail	Version à jour sur Internet : http://www.legifrance.gouv.fr/initRechCodeArticle.do
Commissaire aux comptes	"auditeur légal", il certifie la régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise - société ou association. La loi donne à l'expert-comptable du CE des pouvoirs d'investigation comparables aux siens.
COP	Conference of parties : conférence annuelle réunissant gouvernements et ONG sur la question du changement climatique
Cour de Justice Européenne	Créée en 1952, la Cour, qui siège à Luxembourg, a pour tâche d'assurer que la législation de l'UE est interprétée et appliquée uniformément dans tous les États membres, de manière à assurer la sécurité juridique et la

D - E

DDTEFP	Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et de la Formation Professionnelle
Dialogue social territorial	Dialogue entre les partenaires sociaux et les acteurs locaux à l'échelle d'un territoire
Discrimination	Notion juridique qui qualifie une différence de traitement, illicite selon l'article L1132-1 du code du Travail, en terme d'embauche, de formation, de rémunération, de licenciement, de reclassement, de parcours, de renouvellement
Droit d'alerte du CE	Procédure par laquelle le CE demande des explications à l'employeur sur un ou des faits préoccupants concernant la situation économique de l'entreprise.
Droit d'alerte du CHSCT	Tout membre du CHSCT dispose d'un droit d'alerte qui oblige l'employeur, en cas de danger grave et imminent, à venir immédiatement constater le danger et procéder à une enquête
EFFAT	Fédération Européenne des Travailleurs de l'Agroalimentaire et du Tourisme
Egalité professionnelle	Egalité de situation dans l'accès à l'emploi, à la formation, dans le parcours professionnel ou la rémunération, quels que soient l'origine, le sexe, les activités syndicales du salarié. En sus de l'interdiction de discriminer, il
Employabilité	Capacité d'une personne à être employée, c'est-à-dire à conserver ou retrouver rapidement un emploi
Entreprise en difficulté	Entreprise dont la situation financière fait peser un risque sur le règlement de ses échéances
EPIC	Etablissement public à caractère industriel et commercial, exemple : RATP, Institut national de l'audiovisuel, Office national des forêts
Etats Généraux de l'Industrie	Concertation organisée par le gouvernement en 2009-2010 en vue de définir une nouvelle politique industrielle
Etats Généraux de l'Outre-mer	Concertation organisée par le gouvernement en 2009 pour répondre à la crise sociale des DOM-TOM
Expert	Personne détentrice d'un savoir particulier sollicitée dans un processus de prise de décision
Expertise	Savoir d'expérience accumulé dans le cadre d'une pratique

F	
FGMM	Fédération Générale de la Métallurgie et des Mines
FMI	Fonds Monétaire International
FRAU	Fonds Régional d'Action d'Urgence
FSE	Fonds Social Européen
G - I - J - K	
GPEC	Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences
Information consultation	Processus légal par lequel l'employeur est obligé d'informer le CE et de recueillir son avis dans des circonstances particulières, notamment dans le cadre de changement organisationnels
Intéressement	Système d'intéressement aux résultats de l'entreprise, résultant d'un accord avec les représentants du personnel. Il est distinct de la participation et peut s'y ajouter.
IRES	Institut de Recherches Economiques et Sociales : http://www.ires-fr.org/
IRP	Institution représentative du personnel
Jurisprudence	Ensemble des décisions rendues par les cours de justice et les tribunaux. La jurisprudence est une source de droit.
Kitfor	Programme de formation des membres de CEE, élaboré par Syndex, et portant sur le cadre juridique de l'information-consultation au niveau national et européen, le fonctionnement des CEE et leur rôle en matière économique, financière, sociale et dans le cas des restructurations.
L - M - N	
Licenciement économique	Licenciement effectué par un employeur pour un ou plusieurs motifs non inhérents à la personne du salarié
Lois Auroux	Ensemble de lois modifiant le droit du travail, votées en 1982-1983 à l'initiative du ministre du Travail Jean Auroux
MEEDDM	Ministère de l'Environnement, de l'Energie et du Développement Durable
Mission légale / cadre légal	L'expert du CE peut intervenir dans de nombreuses situations par le biais de missions d'expertise explicitement définies dans le code du Travail. Ces missions, dites "missions légales", sont généralement prises en charge par l'employeur.
NAO	Négociation annuelle obligatoire sur les salaires, la durée et l'organisation du temps de travail, et, sauf accord, le régime de prévoyance maladie, l'intéressement, la participation, l'épargne salariale, l'égalité professionnelle et les travailleurs handicapés
P	
Participation	Système de participation des salariés aux résultats de l'entreprise régi par la loi ou/et un accord entre employeur et syndicats représentatifs ou avec le CE, dans les entreprises ou les UES de plus de 50 salariés
Plan de départs volontaires	Opération par laquelle une entreprise met en place un plan visant à réduire ses effectifs sans recourir au licenciement
Plan de formation de l'entreprise	Il présente les différentes actions de formation réalisées ou prévues pour l'année et les caractérise : public ciblé, durée des actions, coût ; les moyens mis en œuvre représentent a minima 0,9% de la masse salariale de l'entreprise
PME	Petites et moyennes entreprises
Prérogatives économiques	Attributions du comité d'entreprise concernant la marche de l'entreprise et la défense des intérêts des salariés
PSE	Plan de Sauvegarde de l'Emploi
R - S - T - U	
Reclassement des salariés	Action de trouver une nouvelle activité professionnelle à des gens qui ont perdu la leur
RGPP	Révision Générale des Politiques Publiques
Rupture conventionnelle du contrat de travail	Rupture de la relation contractuelle par consentement des parties : salarié et employeur, précisé par un accord écrit. Ce nouveau mode de rupture ouvre les mêmes droits en terme d'indemnités et d'assurance chômage que
SCOP	Sociétés coopératives et participatives
Solidarnosc	Union de syndicats polonais fondée en 1980
Tribunal de Grande Instance, TGI	Le CE a recours au TGI en tant que personne civile. Le TGI tranche les litiges non attribués à un autre tribunal. Il peut annuler un acte illégal, émanant d'un employeur, du comité ou d'un tiers ; il peut ordonner le paiement de sommes dues ou de dommages et intérêts.
UGT	Union General de Trabajadores, confédération espagnole de syndicats fondée en 1888
URI	Union Régionale Interprofessionnelle de syndicats professionnels